

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE

ENQUÊTE PUBLIQUE

**Sur le Plan de Prévention des Risques miniers
et carrières souterraines sur la commune de
Saint Savournin**

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

**Référence : Arrêté d'ouverture d'enquête du préfet des Bouches du Rhône
du 26 octobre 2021**

SOMMAIRE

I	RAPPEL DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS ET CARRIERES SOUTERRAINES SUR LA COMMUNE DE SAINT-SAVOURNIN (PPRM)	3
II	AVIS SUR LE DOSSIER D'ENQUÊTE ET SUR SON DEROULEMENT	4
III	AVIS SUR LE PPRM	5
IV	AVIS SUR LES OBSERVATIONS DU PUBLIC ET DES PERSONNES et ORGANISMES PUBLICS ASSOCIES,	7
V	CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	11

L'article R123-19 du code de l'environnement stipule :

« Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. »

Le présent fascicule a pour objet de développer les conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Toutefois, afin que celui-ci soit compréhensible sans avoir à se reporter au rapport principal, les données essentielles de l'enquête sont préalablement rappelées.

I) Rappel du Plan de Prévention des Risques miniers et carrières souterraines sur la commune de Saint-Savournin (PPRM)

Le Plan de Prévention des Risques soumis à enquête

La présente enquête est relative au Plan de Protection des Risques liés aux anciennes mines de lignite et carrières souterraines de pierre à ciment sur la commune de Saint Savournin (pour lequel nous utiliserons le sigle PPRM).

L'exploitation minière du lignite ou de pierre à ciment a laissé d'importants vides souterrains dont la tenue et la stabilité ne sont pas assurées dans le temps.

Ces cavités peuvent provoquer des désordres en surface pouvant affecter la sécurité des personnes et l'intégrité des biens.

L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (lignite) et Carrières Souterraines (pierre à ciment) a été prescrit par arrêté préfectoral le 7 octobre 2019.

L'évaluation des aléas miniers (évaluation des éventuels désordres à attendre en surface) a été effectuée par l'expert public pour les risques miniers GEODERIS. GEODERIS a été missionné dès 2006, avec les éléments fournis par Charbonnage de France (CdF), qui a arrêté l'exploitation en 2003, pour synthétiser et cartographier les principales caractéristiques des travaux miniers ainsi que les aléas induits par les galeries et puits laissés à l'abandon. Cette cartographie des aléas miniers a été publiée en 2009.

GEODERIS, à la demande de la DREAL PACA, a réalisé entre 2009 et 2016 une étude plus détaillée des aléas.

Toutefois, à la suite d'un échauffement suivi d'une combustion partielle du terril du puits Léonie sur la commune de Saint-Savournin en septembre 2017, une actualisation de l'étude a été réalisée en 2020.

Pour les carrières souterraines de pierre à ciment, un premier Plan de Prévention des Risques Naturels mouvement de terrain a été approuvé par arrêté préfectoral du 22 octobre 2009. Les études techniques nécessaires à l'élaboration de ce plan avaient été menées préalablement par l'INERIS.

Une actualisation des zonages liés aux carrières souterraines de pierre à ciment a été réalisée en 2019 par l'INERIS et intégrée au PPR Minier.

La procédure

Le PPRM de Saint Savournin doit être soumis, avant approbation, à enquête publique (article L 562-3 du code de l'environnement) réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ; il est, donc, soumis à la procédure classique des enquêtes environnementales.

L'ouverture de cette enquête a été prescrite par arrêté du préfet du 26 octobre 2021 (joint en annexe).

Préalablement une concertation publique a eu lieu en application de l'article R562-2.

II) Avis sur le dossier d'enquête et sur son déroulement

-Examen du dossier

Le dossier soumis à l'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées par la réglementation. Il contient les éléments d'information nécessaires sur la justification des mesures proposées réglementant les constructions et leur utilisation, les occupations et utilisation du sol.

-Déroulement de l'enquête

L'enquête s'est déroulée selon les prescriptions réglementaires. L'information du public a été faite conformément à la réglementation.

III) Avis sur le PPRM

Rappel du contenu du plan

La méthode d'élaboration des PPRM est encadrée par des directives nationales applicables à tous les territoires.

Ce processus s'articule en trois étapes principales qui sont :

-l'évaluation des aléas qui correspondent à l'éventualité qu'un phénomène (désordres, mouvements de terrains) se produise avec une intensité ou une gravité qualifiable ou quantifiable.

-la détermination des enjeux : ensemble des personnes, biens, équipements susceptibles d'être affectés par des désordres, des dégradations mis en évidence avec l'étude des aléas.

-le croisement aléas / enjeux qui permet de définir le zonage réglementaire et le règlement

Le PPRM comporte ainsi :

-une carte du zonage réglementaire à l'échelle 1/2500, qui délimite les zones réglementées par le PPRM,

-un règlement qui précise les règles s'appliquant à chacune des zones.

Le règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi que les conditions de réalisation de tout projet, d'exécution de tous travaux.

Le zonage réglementaire du PPRM de la commune de Saint-Savournin comprend :

-des zones **VIOLET Vi** Dans ces zones, la construction y est interdite. Seuls l'entretien, la gestion courante du bâti existant sont autorisés.

-des zones **ROUGE R** Comme en zone VIOLET, d'une manière générale, la construction y est interdite. Seuls l'entretien, la gestion courante sont autorisés. Mais, des extensions du bâti sont autorisées sous condition.

-des zones **MARRON M** Ce sont des espaces non urbanisés. L'urbanisation y est interdite pour ne pas créer de nouveaux risques. L'entretien, la gestion courante et les extensions limitées du bâti existant ainsi que les projets nécessaires à l'activité agricole, piscicole ou forestière y sont autorisés sous condition.

-des zones **BLEU B** Ce sont des espaces urbanisés où la construction est admise sous condition.

-des zones **VERT Ve** Ce sont des espaces urbanisés ou non, exposés exclusivement à un aléa affaissement de niveau faible d'intensité très limitée. La construction y est admise sous condition.

Le règlement apporte des précisions complémentaires sur les dispositions constructives que doivent respecter les bâtiments pour ne pas dépasser un certain niveau d'endommagement si l'aléa de la zone se concrétisait.

La carte des mises en pente nécessaires pour préciser l'intensité d'un éventuel aléa affaissement est un document faisant partie intégrante du PPRM comme le règlement et les cartes de zonage réglementaire. Cette carte donne la pente de la cuvette qui se créerait si l'aléa affaissement se réalisait.

A la classification en zones, se superposent sur la carte du zonage réglementaire des indications par des symboles précisant le type d'aléas concernés miniers ou ceux liés aux carrières souterraines.

Dans toutes ces zones, les « équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » sont autorisés sous condition.

Le PPRM vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L 562-4 du Code de l'Environnement.

Avis sur le Plan de Prévention

Le PPRM de Saint-Savournin a été élaboré sur la base des études des aléas conduites par GEODERIS et l'NERIS, deux organismes publics, placés sous la tutelle du ministère de la transition écologique, dont la compétence est indiscutable et dans le cadre de méthodologies rigoureuses, approuvées par le ministère.

Le règlement et les cartes de zonage réglementaire, constitutifs du plan, élaboré par les services de l'État, mettent en forme administrative, selon la réglementation et les instructions ministérielles, les prescriptions qui découlent de l'étude des aléas conduites par GEODERIS et l'INERIS au regard de la situation particulière de la commune.

Les études des aléas, la méthodologie d'établissement du plan ne peuvent en aucune façon être remises en cause, il en va de même sur le plan lui-même qui ne peut, sauf point particulier, faire l'objet d'observations.

Il faut souligner que le plan a fait l'objet d'une information importante et répétée de la population qui n'a pas suscité de remarque sur une éventuelle omission ou inexactitude dans les études ou la définition des prescriptions réglementaires.

Les seules remarques émanent de la Chambre d'Agriculture et de la commune de Saint-Savournin ; elles portent sur des modifications ponctuelles du zonage ou du règlement, qui ne contestent pas la validité des études et les procédures d'élaboration retenues.

L'élaboration du PPRM et son contenu n'appellent pas ainsi d'observation.

IV) Avis sur les observations du public et personnes et organismes associés

Avis du public

Aucune remarque ou observation n'a été recueillie au cours de l'enquête, sur les registres papier et dématérialisé ou par mail. Toutefois, le site du registre dématérialisé a fait l'objet de 89 visites, et de 36 téléchargements démontrant que l'enquête publique sur le PPRM a suscité de l'intérêt de la part d'une partie de la population.

Avis des personnes et organismes associés, avis de la Chambre d'Agriculture

Tous les avis sont favorables à l'exception de la Chambre d'Agriculture qui a émis un avis réservé, en souhaitant notamment :

- garder la possibilité de réaliser des serres et des tunnels sur tout le territoire et dispenser ces équipements agricoles d'étude préalable pour limiter les éventuels dommages

-que le niveau de performance des bâtiments fonctionnels agricoles (non dédié au logement des exploitants) soit adapté au regard de leur utilisation

-que la pratique de l'écobuage puisse se maintenir y compris dans les zones où l'aléa échauffement est présent

Ces trois points sont traités successivement ci-dessous.

Serres et tunnels

La DDTM consultée propose de scinder les paragraphes des autorisations pour toutes les zones réglementaires en 2 paragraphes :

- un premier paragraphe sur les autorisations sans conditions,
- un second paragraphe sur les autorisations avec conditions

Les serres et les tunnels agricoles seraient visés dans le paragraphe sur les autorisations sans conditions.

Nous en prenons acte ; cela va dans le sens d'une clarification et répond à la demande de la Chambre d'Agriculture.

Niveau de performance des bâtiments agricoles

Le règlement exige dans plusieurs zones des caractéristiques techniques des bâtiments permettant de limiter les désordres si l'aléa de la zone se concrétisait.

La DDTM considère que le niveau d'endommagement N3 à ne pas dépasser est adapté pour les bâtiments agricoles et cette position apparaît devoir être partagée, les niveaux N4 et N5 conduisant, en effet, à des endommagements sévères pouvant remettre en cause la stabilité du bâti (effondrement possible) et donc la sécurité de ses occupants.

Rappelons qu'en zone marron, bleue et verte, une étude doit être conduite pour les projets autorisés pour définir les modalités de construction pour répondre à un niveau d'endommagement ne dépassant pas en général le niveau N3.

Mais, dans le règlement actuel, et dans certaines zones d'aléas tassement et glissement en zone marron et bleue la stabilité d'ensemble du bâtiment doit répondre à un niveau d'endommagement ne dépassant pas le niveau N1 et rien n'indique que les bâtiments d'exploitations agricoles échappent à cette prescription.

Lors de la réunion du 5 janvier la DDTM interrogée a indiqué que le règlement serait modifié en imposant des caractéristiques de construction garantissant de ne pas

dépasser le niveau d'endommagement N3 pour tous les bâtiments autorisés en zone d'aléa glissement et tassement.

Nous en prenons également acte, cela permet de répondre au moins partiellement à la requête de la Chambre d'Agriculture sur ce point.

Écobuage

L'interdiction dans les zones d'aléas échauffement de l'usage de tous feux et notamment de l'écobuage apparaît une mesure de précaution parfaitement fondée.

La demande de la chambre d'agriculture sur ce point doit être rejetée comme le propose la DDTM.

Délibération de la commune

La commune demande (dans la délibération du 20 septembre 2021 jointe en annexe) que le PPRM soit modifié en ce qui concerne la parcelle AD0007, parcelle propriété de la commune, rendue inconstructible par le projet de PPRM au regard notamment de l'aléa échauffement.

Cette zone ne présentait pas cet aléa échauffement avant les études complémentaires réalisées à la suite de la combustion partielle du terroir du puits Léonie constatée en septembre 2017.

Elle souhaite que cette interdiction soit levée pour permettre une urbanisation de cette parcelle.

L'aléa échauffement de niveau moyen concernant la parcelle AD 0007, selon les éléments transmis par la DDTM, apparaît fondé au regard des études conduites par GEODERIS.

Toutefois, l'épaisseur des dépôts provenant du terroir voisin n'a pas été précisément évaluée, une épaisseur de 1,5m a été, simplement, relevée en un point particulier. L'évacuation des matériaux semi-charbonneux semble, ainsi, être possible et de ce fait une étude des éventuelles dispositions constructives adaptées à la zone, permettant les constructions, apparaît pouvoir être engagée. Si une telle étude permettait de définir des prescriptions applicables pour des constructions (notamment nécessité de déblayer les matériaux semi charbonneux avant réalisation des fondations), l'aléa échauffement pourrait être écarté.

La DDTM indique, toutefois, que la zone est soumise, à un aléa affaissement qui ne permettra pas d'autoriser les constructions. La parcelle classée en zone non urbanisée, serait en zone marron si l'aléa échauffement n'était pas présent. La carte des mises en pente sur cette parcelle indique une valeur comprise entre 1,1% et 1,8% supérieure au seuil de 0,8% permettant de retenir l'aléa de niveau faible et d'intensité très limitée et le classement en zone verte.

La requête de la commune, au regard des études actuelles et des principes généraux d'établissement des PPRM, apparaît, ainsi, devoir être rejetée.

Toutefois, comme le rappelle la délibération de la commune, cette dernière, au regard des taux d'augmentation de la population constatés ces dernières années, pourrait rapidement franchir le seuil de 3500 habitants, et être dans l'obligation de disposer de 25% au moins de logements sociaux sur son territoire. La parcelle cadastrée AD0007, propriété de la commune pourrait permettre de répondre à cette obligation si elle était ouverte à l'urbanisation.

De ce fait, un nouvel examen par l'autorité préfectorale de la demande de la commune pourrait, le cas échéant, être envisagé, notamment au regard des recommandations de la circulaire du 6 janvier 2012 sur les PPRM qui précisait :

« Cependant, l'éventualité de survenance d'un incident minier ne doit pas non plus conduire à des interdictions globales et systématiques de construire. Par exemple, un risque ayant pour seule conséquence des dégâts matériels de faible importance peut être toléré s'il est nécessaire de maintenir l'activité économique et la cohésion du territoire concerné.

Des aménagements peuvent ainsi être envisagés en zone d'aléa de niveau moyen ou faible (cf. type et niveau d'aléas dans le guide méthodologique) dans la mesure où ils ne sont pas susceptibles de porter atteinte de manière significative à la sécurité ou la salubrité publique. »

Mais, l'opportunité d'un tel nouvel examen est hors du champ de la présente enquête publique.

La demande de la commune ne peut, ainsi, être prise en compte dans le cadre de l'instruction du projet actuel de PPRM mais, éventuellement, dans celui d'une modification ultérieure du plan de prévention des risques dans le cadre de l'article R 562-10-1 du Code de l'Environnement.

V) Conclusions motivées et avis

Il a été procédé pendant 31 jours consécutifs, du mardi 16 novembre 2021 au jeudi 16 décembre 2021 à une enquête publique, en application des articles L 562-1 et suivants et R 562-1 à R 562-12 du code de l'environnement, préalable à l'approbation du Plan de Prévention des Risques Miniers (lignite) et révision du Plan des Risques carrières souterraines (pierre à ciment) de la commune de Saint-Savournin.

Au regard des éléments d'analyse développés dans les chapitres précédents du volet conclusions et dans le rapport principal, je motive mon avis sur la base des éléments suivants :

- L'enquête s'est déroulée régulièrement sur la base d'un dossier conforme à la réglementation et le public a pu faire valoir ses observations et propositions. Aucune observation n'a été formulée, mais le dossier d'enquête a été consulté à de nombreuses reprises sur le site du registre dématérialisé.
- Les études des aléas (probabilité de survenance de désordres ou de mouvements de terrain), réalisées par GEODERIS et INERIS établissements publics à la compétence reconnue sous la tutelle du ministère de la transition écologique, constituent le socle technique du plan d'où découle le zonage réglementaire et le règlement. Ces études ont été réalisées de manière sérieuse en collectant toutes les données disponibles et ne peuvent être contestées.
- le zonage réglementaire résultant du croisement du niveau des aléas découlant des études et de la nature de l'urbanisation a été élaboré selon les principes habituels et conformément aux instructions ministérielles. Il n'appelle pas de remarque.
- les prescriptions, définies par le règlement zone par zone, prévues par ce plan de prévention des risques ont été établies conformément à la réglementation et aux recommandations ministérielles. Elles n'appellent pas d'observation, une fois prises en compte les modifications du règlement sur les serres et les tunnels au regard des réserves de la Chambre d'Agriculture et sur le niveau de qualité des bâtiments dans

les zones d'aléa glissement et tassement.

- l'ouverture à l'urbanisation de la parcelle cadastrée AD0007, propriété de la commune, présente un grand intérêt pour la commune qui évoque dans sa délibération la perspective de la réalisation de logements sociaux qui deviendra prochainement obligatoire si la croissance de la population se poursuit au rythme actuel. Cette parcelle concernée par un aléa échauffement de niveau moyen et un aléa affaissement de niveau faible est au regard des principes généraux d'établissement du règlement des PPRM inconstructible. La demande de la commune ne peut, ainsi, être prise en compte dans le cadre de l'instruction du projet actuel de PPRM mais éventuellement dans celui d'une modification ultérieure.

Dans ces conditions, je considère que les mesures proposées par le PPRM pour limiter les risques pour les personnes et les biens tel qu'il a été soumis à enquête publique, peuvent être validées sans réserve avec une recommandation.

LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

EMET UN AVIS FAVORABLE

A L'APPROBATION DU PPRM de SAINT-SAVOURNIN

En recommandant de revoir la rédaction du règlement

-en scindant les paragraphes des autorisations pour toutes les zones réglementaires en deux paragraphes, un premier paragraphe sur les autorisations sans conditions (les serres et les tunnels agricoles étant visés dans ce paragraphe), un second paragraphe sur les autorisations avec conditions

-en précisant clairement que les caractéristiques exigées des bâtiments dont la construction est autorisée en zone d'aléa tassement et glissement doivent répondre à un niveau d'endommagement ne dépassant pas le niveau N3



Charles Vigny

Le 12 janvier 2022